



n°9503/E

LE PROJET MADIO :  
pour un appui à la réflexion macro-économique à Madagascar

Mars 1995

ROUBAUD François

Le projet MADIO (**MA**dagascar-**D**ial-**I**nstat-**O**rstom), mis en place en octobre 1994 pour une durée de deux ans, et cofinancé par l'Union Européenne, l'ORSTOM et le Ministère français de la Coopération et du Développement, est constitué de deux chercheurs de l'ORSTOM, d'une allocataire de recherche de l'ORSTOM, et de cinq jeunes économistes malgaches. Basé dans les locaux de l'Instat (Institut National de la Statistique), il a pour objectif d'étudier les conditions de la réussite de la transition de l'économie malgache.

Engagée dans un processus de profondes restructurations depuis le début des années 80, l'économie malgache est aujourd'hui dans une situation critique : inflation galopante, dépréciation de la monnaie, production stagnante, pouvoir d'achat des ménages en chute libre. Les réformes mises en oeuvre n'ont conduit qu'à un cercle vicieux de contractions répétées de la demande, sans que le chemin de la croissance de l'offre productive ne puisse être trouvé (malgré quelques signes encourageants au cours des années qui ont précédé les événements de 1991).

Pourtant, tous s'accordent à penser que cette dynamique régressive n'est pas une fatalité. Le potentiel économique de Madagascar (que ce soit en ressources physiques ou humaines) n'est pas une légende, et beaucoup avaient espéré qu'il pourrait enfin s'exprimer pleinement, après le processus de transition politique, exemplaire en son genre à l'échelle du continent africain.

Partant du constat que les politiques de stabilisation, par trop obsédées par les seules priorités du moment (rééquilibrage des comptes publics et extérieurs), ont failli, le projet MADIO a choisi d'adopter une optique de recherche résolument orientée vers le moyen terme. Dans cette perspective, il convient de considérer la dynamique de la sphère réelle de l'économie comme l'objectif ultime des politiques mises (ou à mettre) en oeuvre.

En faisant nôtre le vieil adage "*qui trop embrasse mal étreint*", nous avons retenu trois principaux axes d'étude dans le vaste champ des recherches en macro-économie qu'il conviendrait de mener pour éclairer les trajectoires potentielles de l'économie malgache :

- les conditions de relance de l'offre ;
- les contraintes et opportunités de l'insertion dans l'économie mondiale ;
- la sensibilité de la demande et de l'emploi à la nouvelle donne économique.

Tout diagnostic pertinent, centré sur les mécanismes de fonctionnement de l'économie malgache, présuppose l'existence d'un système d'informations statistiques fiable et à jour ; condition qui n'est malheureusement pas remplie, à l'instar de ce qu'on peut rencontrer dans la plupart des pays en développement asphyxiés financièrement. C'est pourquoi, le projet MADIO inscrira une partie de son action dans le cadre de la réhabilitation de l'appareil statistique malgache, à travers une série d'enquêtes statistiques portant sur divers thèmes d'intérêt général (l'emploi et le secteur informel, le secteur industriel, les prix, les statistiques agricoles, etc.).

En attendant les résultats de ces opérations, qui constituent un investissement lourd à rendement différé, nous avons choisi de valoriser les données existantes, et plus particulièrement celles relatives à l'évolution des prix.

### **Le fil conducteur de la dynamique des prix.**

Il ne faut pas voir dans ce choix une orientation de recherche purement opportuniste, conditionnée par la disponibilité de séries longues, constituées patiemment par l'INSTAT

depuis plus de 30 ans. Car s'il est un thème d'actualité, c'est bien celui des prix et de l'inflation. Non seulement, elle nous affecte tous dans notre vie quotidienne, mais en plus, elle a été au centre des discussions récentes entre les autorités malgaches et les bailleurs de fonds. Ainsi, P.Dhonte, qui conduisait la délégation du F.M.I., a déclaré dans un communiqué à la presse, que l'inflation avait atteint 50% en 1994, et que tout serait mis en oeuvre pour obtenir 15% en 1995, objectif intermédiaire avant que Madagascar ne réussisse à s'aligner sur l'inflation mondiale, aujourd'hui proche de 2%.

Mais ne retenir que le seul intérêt médiatique, reviendrait à déroger à notre principe d'orientation des recherches sur les stratégies de moyen terme. En fait, la dynamique des prix est au centre des enjeux de moyen terme qui se cachent derrière le terme barbare "*d'ajustement structurel*", et des programmes qui se négocient avec les bailleurs de fonds. Ces programmes cherchent à mettre en place à Madagascar une économie de marché, c'est à dire une économie où les prix sont déterminés fondamentalement par la confrontation de l'offre et de la demande, et non plus par ce qu'on appelle les "*prix administrés*", fixés de manière discrétionnaire par l'Etat.

Les prix deviennent, dans ce contexte, le facteur central de l'allocation des ressources, et de l'évolution de l'économie. Les consommateurs font jouer le rapport qualité/prix (principe de concurrence), tandis que les producteurs orientent leurs activités vers les secteurs les plus rentables (loi du profit).

Le second objectif des PAS est de renouer avec la croissance, pour améliorer les conditions de vie de la population, et plus particulièrement avec une croissance où les exportations jouent un rôle moteur. Pour améliorer l'insertion mondiale de Madagascar, il faut améliorer la compétitivité de l'économie, c'est à dire accroître la capacité à acquérir des parts de marché. Là encore, les prix jouent un rôle central, à travers le mécanisme de la compétitivité-prix.

Pour alimenter la réflexion sur ce thème, une des premières études du projet MADIO a porté sur la dynamique des prix à la consommation à Madagascar, et ses répercussions sur le pouvoir d'achat des ménages, depuis la décision de flottement de la monnaie prise par les autorités le 9 mai 1994 <sup>(1)</sup>. Cette mesure, qui a provoqué en quelques mois une dépréciation de 50% du franc malgache, a pesé lourdement sur l'évolution des prix.

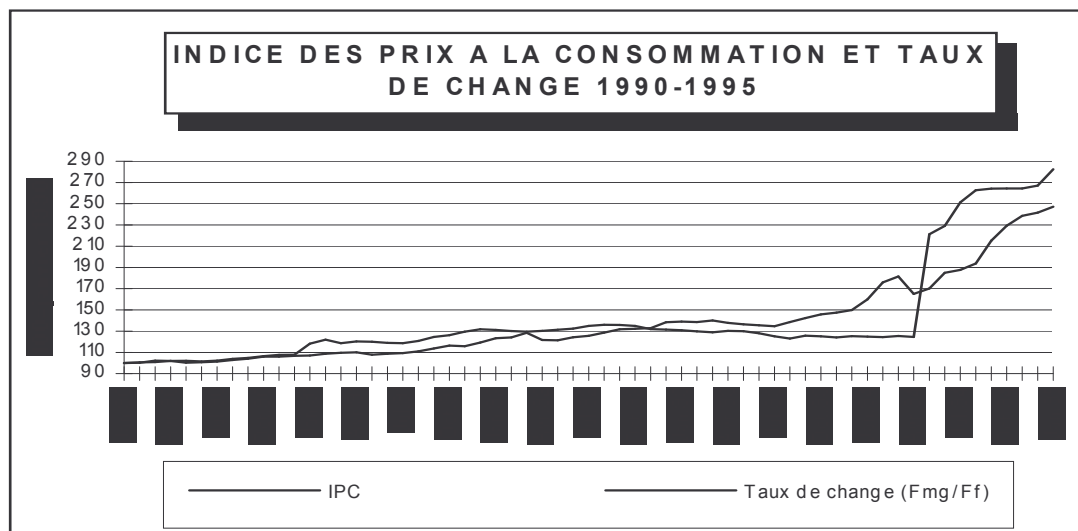
Entre avril et octobre, l'inflation a atteint 35,7%, alors qu'elle était légèrement supérieure à 10%, en rythme annuel, depuis le début des années 90. Elle s'est traduite par une importante dégradation du niveau de vie des ménages urbains. Compte tenu du gel des salaires, la chute du pouvoir d'achat des salariés est comprise entre 25% et 35%. De plus, ce sont les plus pauvres qui ont été les plus touchés. En effet, les prix des produits de première nécessité ont augmenté de près de 50%.

Du point de vue macro-économique, le flottement de la monnaie a eu un impact positif sur la structure des prix relatifs. En six mois, le taux de change réel (taux de change corrigé du différentiel d'inflation entre Madagascar et ses partenaires) s'est déprécié de 36%, traduisant une rentabilité accrue des biens échangeables, et améliorant la position compétitive de Madagascar dans l'économie mondiale. De plus, le prix du travail salarié a sensiblement diminué.

---

1) MADIO, "*Dynamique des prix à la consommation depuis le flottement : avril - octobre 1994*", n°94002/E, décembre 1994, 13p.

Cependant, une véritable course poursuite est engagée entre la dépréciation du taux de change nominal et l'augmentation des prix, comme l'illustre le graphique ci-dessous. Si on analyse sur moyenne période l'évolution du taux de change réel, on observe que les deux années antérieures au flottement du franc malgache ont vu la compétitivité de l'économie de Madagascar se dégrader sensiblement. Le flottement est venu donner une bouffée d'oxygène aux producteurs de biens échangeables (exportateurs et producteurs mis en concurrence avec les produits importés), mais les pressions inflationnistes enregistrées depuis lors risquent de la remettre en question.



*Sources : INSTAT, BCRM, nos propres calculs*

Il est clair que la dérive actuelle des prix et du taux de change constitue un risque majeur pour la réussite des réformes mises en oeuvre. En particulier, on peut déjà avancer que l'objectif de 15% d'inflation pour 1995 ne sera sans doute pas tenable, à moins d'exercer une pression insoutenable sur la demande.

A court terme, les perspectives d'inflation ne sont guère encourageantes, et les prochains mois vont constituer une période-clef pour le gouvernement. Sous le triple poids de la croissance des prix du riz, des produits pétroliers et sans doute des salaires, les prix devraient connaître de nouvelles hausses, entraînant des risques de dérapages social et économique. Si la politique de libéralisation n'est pas remise en cause, notamment par des mesures de contrôle des prix, seule une réponse vigoureuse de l'offre permettra d'endiguer des pressions inflationnistes qui pourraient réduire à néant les effets bénéfiques du flottement sur la compétitivité des entreprises locales.

Pour enrayer ce cycle infernal qui pourrait déboucher sur une spirale hyperinflationniste, acculant les producteurs à l'attentisme et conduisant inéluctablement à l'appauvrissement des ménages, il convient de stabiliser ces deux variables clefs de l'économie. Reste à en étudier la faisabilité.

En premier lieu, il convient de s'interroger sur les véritables déterminants de la hausse des prix. Deux thèses s'affrontent : pour les uns, notamment les monétaristes du F.M.I., le dérapage inflationniste s'explique par le laxisme de la politique monétaire, avec le recours abusif à la planche à billet pour financer le déficit public. Les autres voient dans la dépréciation du franc malgache le principal facteur d'inflation. Si ces deux explications sont partiellement valides, l'évaluation précise du poids de chacune d'elles est une condition sine qua non pour se donner les moyens d'agir et d'enrayer le processus. De plus, l'interaction

évidente entre le niveau du taux de change et les prix commande d'analyser finement les mécanismes de formation du taux de change sur le marché interbancaire des devises (MID) et les possibilités d'en stabiliser le cours <sup>(2)</sup>.

En second lieu, le suivi des différents prix de l'économie (des biens, salaires, taux d'intérêt, taux de change) ne prend tout son sens que s'ils sont mis en relation avec les quantités en jeu (que les économistes appellent des "*volumes*"). L'analyse de la dynamique économique consiste justement à mettre en lumière les modes d'ajustement entre prix et volumes.

A titre d'exemple, on peut s'interroger sur la capacité des producteurs de culture de rente à saisir les opportunités de marché suite aux variations de prix. Il est clair que pour eux, l'incitation à produire plus ne sera effective que si l'augmentation des prix (qu'elle soit exogène, comme dans le cas du café, qui a vu les prix mondiaux tripler en un an, ou endogène suite à la dévaluation du franc malgache) est totalement ou partiellement répercutée au niveau des producteurs. Il s'agit de savoir précisément, comment est partagée la rente induite (le surcroît des prix) entre les différents acteurs de la filière : l'Etat (à travers la pression fiscale et para-fiscale), les collecteurs et les producteurs.

Ensuite, l'augmentation des prix aux producteurs ne se traduit pas mécaniquement en un accroissement des volumes, des facteurs de blocage pouvant intervenir (incertitude quant à la pérennité du niveau des prix, contraintes d'enclavement, interférence des problèmes fonciers, possibilités de substitution, etc.). D'où la nécessité d'analyser le comportement économique des acteurs. Dans le cas spécifique des agriculteurs, le projet MADIO se propose de mettre en place des observatoires en zones rurales, chacun illustrant un problème spécifique <sup>(3)</sup>. Quatre régions ont été retenues : une zone enclavée d'éleveurs/pêcheurs au Sud de Tuléar, une zone de petite agriculture rizicole familiale dans la région d'Antsirabe, une zone de grands périmètres irrigués dans la région de Marovoay, et enfin une zone d'agriculture de rente (vanille) dans la région d'Antalaha-Sambava.

Enfin, l'ensemble de ces informations partielles doit être recomposé dans un cadre systémique prenant en compte les différentes interactions existantes. Les modèles macro-économiques constituent l'instrument essentiel de cette mise en cohérence. Bien sûr, la réalisation de simulations de politiques économiques pouvant éclairer la décision opérationnelle n'aura de sens que si le projet peut s'appuyer sur des données statistiques fiables et des comportements réalistes.

Voilà le programme de travail ambitieux que le projet MADIO se propose d'engager dans les mois qui viennent.

---

<sup>2)</sup> MADIO, "*Etude du marché interbancaire des devises à Madagascar : état des lieux six mois après*", n°94001/E, décembre 1994, 27p.

<sup>3)</sup> MADIO, "*Volet "agriculture et activités rurales" du projet MADIO : propositions de travail*", n°95001/DT, janvier 1995, 16p.